Après le Brexit, quelle Europe ?

Lorsque le Royaume-Uni a décidé de quitter l'Union européenne au mois de juin, son peuple a fait un choix historique, celui de reprendre son destin en main, en refusant de continuer de le livrer à une bureaucratie bruxelloise qui s'est au fil des années arrogé des compétences qui n'étaient pas les siennes, contre l'avis des opinions publiques.

Le coût général, financier, économique, politique, culturel que constituera cette sortie solitaire pour notre voisin d'outre-Manche reste encore à mesurer.

Mais l'on peut déjà noter que l'apocalypse immédiate prévue par des analystes financiers n'a pas eu lieu.

Au contraire, pour l'instant, la réalité inflige un cinglant désaveu aux catastrophistes : sur le seul mois d'août 2016, l'indice PMI manufacturier (activité industrielle) a par exemple effectué un bond de 5 points, ce qui constitue un record historique pour le pays et signifie indirectement que son industrie embauche.

En outre, le Royaume-Uni a, au moins momentanément, retrouvé de la compétitivité grâce à la dévaluation de sa livre sterling, pas une seule institution financière n'a quitté la City et à peu près tout le monde est convaincu que le Brexit ne va pas beaucoup changer la donne pour le poumon financier du Royaume-Uni.

Les ventes au détail ont, elles, progressé en juillet de 1,4%, hausse solide qui indique au moins que les consommateurs n'ont pas paniqué après le référendum.

Par ailleurs, la nouvelle Première ministre anglaise, Theresa May, a prévenu qu'elle ne notifierait pas à Bruxelles la volonté britannique de quitter l'Union avant l'année prochaine, le temps pour son gouvernement de préparer les négociations.

Cette sortie a donc toutes les raisons de s'effectuer en bon ordre – au moins du côté britannique.

Car c'est lui qui contrôle le calendrier.

Certes, beaucoup d'inconnues demeurent : on ignore si les barrières tarifaires feront ou non leur retour, si la City pourra continuer de travailler comme par le passé, si la liberté de circulation sera bientôt restreinte entre la Grande-Bretagne et le continent.

Reste que la principale question est du côté continental : l'Union européenne ne peut en effet éviter de s'interroger, plus que sur son avenir, sur son identité elle-même.

Que le Royaume-Uni n'ait pas été l'un de ses membres fondateurs – le Général de Gaulle s'opposant d'ailleurs longtemps à son entrée ; que le pays n'ait jamais adopté la monnaie unique, ce Brexit témoigne tout de même de la défiance des

citoyens et même de nombre d'Etats aujourd'hui pour le monstre centralisé qui prétend depuis Bruxelles régir chaque détail de la vie quotidienne de ses membres.
C'est ainsi que la réforme en profondeur de l'Union européenne s'impose aujourd'hui plus que jamais. Mais elle réclame une révolution de la pensée : il faut revenir à un vrai pragmatisme, aux réalités qui sont précisément faites de ce que l'on peut mettre en commun.
Il faut définitivement abandonner l'Europe idéologue que des hommes comme Jacques Delors ont bâtie, refilant le virus français du jacobinisme au continent entier, quand c'était tout à l'inverse qu'il fallait procéder, selon d'ailleurs les volontés mêmes de ses fondateurs, grands adeptes de la subsidiarité, en commençant par le bas.
Car l'Europe, par son histoire, par sa géographie, par sa philosophie n'est forte que de sa diversité, de ses particularités, qui se nouent, se complètent et se fécondent dans des projets communs réclamés par les circonstances, et valables pour un temps donné.
Faut-il encore une fois rappeler les éclatants succès d'Airbus ou d'Ariane, nés de la volonté conjointe de nations européennes indépendantes, et qui n'eurent nul besoin d'une commission européenne technocratique pour éclore ?
Alors qu'il nous faudrait une Europe aux cent projets, la vérité, c'est qu'aujourd'hui l'Europe est plus centralisée que les Etats-Unis.
Et une centralisation qui comme d'habitude produit l'effet inverse de ce pour quoi elle a été vantée : la défense européenne n'existe pas, et c'est par des accords bilatéraux, comme ceux de Saint-Malo signés par les Français avec les Britanniques que ses armées nationales peuvent travailler ensemble.
La sécurité européenne commune est défaillante.
Les économies se heurtent et s'entrechoquent, liées par une monnaie unique quand leurs fondamentaux en sont pas les mêmes.
L'Europe est ainsi à refonder, ne serait-ce que pour ressusciter l'amour que ses citoyens purent nourrir pour elle au lendemain des conflits qui l'ensanglantèrent.
Mais ses dirigeants croient-ils qu'ils y parviendront en continuant de bafouer les votes populaires, faisant revoter ceux qui n'avaient pas donné la bonne réponse, ou parfois même comme avec le Traité de Lisbonne, ignorant ces votes ?
L'Europe des pères fondateurs avait été voulue pour créer une paix durable.
Ce n'est plus aujourd'hui la question : la paix est là, ancrée dans les cœurs des Européens, qui savent que le danger ne vient plus du pays voisin, mais paradoxalement de plus loin et de plus près en même temps.
Car cette Europe qui a aboli ses frontières intérieures, non seulement ne défend pas ses frontières extérieures, mais en a laissé se construire d'autres, invisibles mais réelles, en son sein.
Frontières sociales, avec une augmentations des inégalités économiques, mais

aussi frontières communautaires, ethniques, religieuses, l'afflux de migrants décidé par Mme Merkel faisant l'affaire des grands entrepreneurs mais pas celle des peuples qui vivent une véritable crise d'identité.
C'est d'ailleurs l'un des motifs fondamentaux du Brexit que cette crise, par où les Anglais ont décidé de reprendre le contrôle de leurs frontières et de leurs lois.
Il n'est pas si étonnant que le Royaume-Uni, avant-poste de la mondialisation, ne la conçoive plus sous drapeau bruxellois.
Cette défection est inquiétante pour le projet européen, mais nos élites auraient tort de vouloir y répondre comme d'habitude par plus de centralisation.
Il s'agit, encore une fois, de rendre au contraire le pouvoir à la base, aux communautés, aux nations, de laisser libre cours à l'expérimentation, à l'initiative locale, aux grands projets sur la base du volontariat, bref, de prouver que l'Europe est bien le continent des hommes libres.
Charles Millon
Ancien Ministre de la Défense
Président de l'Avant Garde

Brexit, causes et conséquences

De ce « Brexit » qui a sonné le glas de la vieille Union européenne, les causes ne sont pas financières et économiques d'abord, contrairement à la légende que voudrait répandre la vulgate au pouvoir ; mais elles sont essentiellement culturelles, civilisationnelles, et identitaires. Et institutionnelles surtout.

Ce vote dit le refus de l'Union européenne, en tant qu'elle dénie depuis toujours le principe de subsidiarité, en tant qu'elle repose sur une coalition d'intérêts bureaucratiques, normatifs et égalitaristes dans le pire sens du terme.

En tant qu'elle est une entreprise de négation du caractère propre de chaque pays, de chaque nation, de chaque peuple.
Ce vote du petit peuple anglais, celui des yeomen, les anciens hommes libres, est aussi l'expression du refus de la domination des puissances économiques en Europe.

De cette drôle Europe qui surveille sans protéger : qui n'est jamais là où il faut, ni sur le front de l'immigration, ni dans les relations internationales, avec le Proche-

Orient, avec l'Afrique, avec l'est de l'Europe et la Russie.

Nos maîtres ont brandi des arguments matérialistes : en face d'eux se dressait l'âme de l'Angleterre.

Et c'est un gigantesque bras d'honneur qui a été fait à MM. Schulz, Tusk, Verhofstadt, Draghi et à leur nouveau TINA, There is no alternative.

Le peuple anglais a montré à la face du monde qu'il n'y a rien d'écrit d'avance, rien d'inéluctable.

Dans leur idéologie, les dirigeants de l'UE croyaient que leur domination durerait toujours.

Ils en sont pour leurs frais. Aujourd'hui, ils essaient de punir le peuple anglais, de façon encore une fois scandaleux.

Comme si l'on était à l'école, prouvant ainsi que leur Europe a été bâtie contre les peuples.

Voulant soi-disant éviter la dislocation, ils tentent d'accélérer le processus de séparation avec le Royaume.

Mais c'est ainsi qu'ils risquent de produire le contraire de ce qu'ils souhaitent, et provoquer cet éclatement.

Bâtir la vraie Europe demain, celle que nous appelons de nos voeux depuis tant d'années, ce sera enfin renoncer au modèle jacobin français qui a été imposé à l'UE et aller vers un « girondisme », une confédération à la suisse, qui respecte les peuples, leurs coutumes, et la subsidiarité.

Des patries libres dans une Europe libre.

Charles Millon
Ancien ministre de la défense
Président de l'Avant-Garde

Le Brexit vu par Charles Millon

Disons-le tout net, que les Britanniques choisissent par referendum le 23 juin de quitter l'Union européenne ne produira certainement pas la catastrophe annoncée par des medias et des politiques surfant sur les peurs.

En tout cas, pas pour les sujets de la Reine.

Les craintes de la City, que l'on n'est d'ailleurs pas obligé d'écouter complaisamment, sont injustifiées : la place financière londonienne ne doit pas tant sa position prédominante à l'Europe qu'à sa longue histoire et au cadre juridico-financier anglo-saxon.

De plus, sur un plan strictement comptable, ce sont bien 11 milliards de contributions qui, malgré le rabais britannique, reviendront dans la poche de l'Etat.

Aux dirigeants du Royaume-Uni de décider ensuite comment ils répartiront ce bénéfice. Enfin, les sondages révèlent tous une fracture ouverte entre les élites gagnantes de la mondialisation et un peuple qui n'en peut plus de la destruction de ses emplois, de la concurrence des travailleurs étrangers, de l'immigration massive, de la fin de sa culture propre et des normes imposées depuis Bruxelles.

Or, jusqu'à preuve du contraire, personne ne peut reprocher à un peuple, surtout si ancien, de vouloir disposer de son propre destin.

Non, ce « Brexit » sonnerait surtout le glas de la forme européenne, bureaucratique et centralisée, que l'on a imposée au continent depuis quarante ans, comme s'il n'existait pas d'autre choix.

Ce oui au « Leave » serait une réponse, certes abrupte mais pourtant justifiée, à la disparition du principe de subsidiarité dans le fonctionnement des instances européennes, à la morgue de ses dirigeants non élus (quel Britannique a déjà rencontré MM. Juncker et Tusk ?), à un monde, enfin, conçu sur le seul modèle d'une standardisation des relations économiques, environnementales, sociétales.

Un modèle qui fait fi des particularités autant que de la raison, dans lequel chacun doit indifféremment accepter l'ouverture des marchés, la concurrence libre mais faussée, l'adhésion au multiculturalisme, le mariage gay et la PMA, les

migrants par vagues gigantesques, la sous-culture hollywoodienne, enfin l'anomie générale.

Un monde où la démocratie est un fantôme, le travail une denrée rare, l'éducation une idéologie, l'argent le dernier dieu. Peut-être les Anglais y perdront-ils économiquement durant quelques années – encore que cela ne soit pas prouvé.

Du moins auront-ils fait le choix de leur destin, de leur souveraineté et de leur identité.

Et c'est à quoi l'on reconnaît les hommes libres.

Charles Millon
Ancien ministre de la défense
Président de l'Avant-Garde